

Communiqué de presse de la section du PCF de Gisors-Etrépnay :

Inauguration de la Maison d'Accueil Spécialisée

Pole Sanitaire du Vexin, le Vendredi 2 Juillet 2010 à 14H.30

OU

Les funérailles de la relance économique sur l'autel du plan d'austérité !

Tous les citoyens du bassin de Gisors peuvent se réjouir de l'achèvement de cette structure d'accueil pour personnes handicapées. En effet, elle répond à un besoin sanitaire bien identifié sur le territoire de l'Eure, et vient conforter la diversité des activités proposées par l'hôpital.

Ce projet a permis de réaliser un chantier important qui a engendré des emplois et du savoir-faire sur plus d'un an à de nombreux corps de métiers, pour un cout de 6 millions d'euros.

Dans le cadre de la relance économique, l'Etat a apporté un million d'euros, et c'est à ce titre que le Ministre de la relance économique sera présent pour l'inauguration. Toutefois l'exercice de monsieur Devedjian reste délicat pour plusieurs raisons :

Le financement du plan de relance économique provient du budget de l'Etat et chacun comprendra que les sommes engagées sont le fruit de la solidarité nationale auquel tous les contribuables ont participé. En ce sens, le ministre concerné ne fait que ce pourquoi il est « employé », c'est-à-dire, répartir les enveloppes en fonction des besoins d'équipements structurants jugés nécessaires à la population.

De plus ce choix est le résultat de l'engagement de la population, des personnels de santé et des élus au sein du comité de Défense et de Promotion du Pole Sanitaire du Vexin qui apporte son soutien aux décideurs locaux à savoir le Directeur et le Président du Conseil d'Administration. L'engagement du Maire et Conseiller Général communiste a été déterminant et reconnu de tous. Nous devons rappeler à chacun(e) que la récente disparition du Conseil d'Administration que nous devons à madame Bachelot constitue une réduction importante des moyens d'action des élus qui vous représentent dans le devenir de votre Hôpital. Pourquoi est-elle absente à cette inauguration ? Cherchez l'erreur car le mondial de football n'est plus une préoccupation nationale ?

Alors que le Président de la République vient d'annoncer un plan d'austérité qui implique une réduction drastique des financements publics, est-ce qu'il y aura encore une place pour aider les autres projets utiles à la population sur le site de l'hôpital pour ne parler que de ceux là ? Les unités d'hospitalisation des malades Alzheimer, l'humanisation des services de gériatrie, l'installation du scanner etc...

Nous rappelons que la situation sanitaire de la Région et plus particulièrement celle du département de l'Eure a fait l'objet d'un diagnostic sévère de la part de l'ORS (Observatoire Régional de Santé), tant au niveau de l'état sanitaire de la population (classement dans les derniers départements français) qu'en ce qui concerne l'offre de soins : insuffisance de la démographie des médecins et des personnels de santé. Cette situation dramatique est aggravée par la logique de financement des

établissements de santé : la T2A (Tarification A l'Activité). Plus la population présente un état sanitaire dégradé et plus elle a recours aux services hospitaliers. L'hôpital n'a, selon cette règle, aucun intérêt à voir la population « aller mieux » et à développer des actions de prévention sans se priver à terme de ses moyens de financements. Voilà la véritable situation dans laquelle la logique financière à court terme semble préparer la privatisation auxquels la majorité des hôpitaux serait vouée.

Au-delà des besoins d'investissement, nous devons évoquer les moyens en personnel dont les conditions de travail se dégradent (horaires imposés de travail posté en 12 heures, non remplacement des agents absents, intensification de la charge physique et mentale) dont les conséquences négatives sur la santé des agents et la qualité des soins offertes aux patients est bien connue.

Comment recevoir dignement un représentant du gouvernement qui prépare des réformes liberticides, injustes et souvent incompatibles avec les valeurs contenues dans notre constitution républicaine (retraites, politiques publiques, territoriales etc...), sinon en l'interpellant sur les choix politiques qu'il veut imposer au pays ?

Comment peut-il expliquer, qu'au moment où la relance de l'économie devient une nécessité (choix fait par les USA), le gouvernement français s'engage dans une politique de récession ?

Bien que les collectivités territoriales assurent 73 % des investissements du pays et permettent aux entreprises de remplir les carnets de commandes dont elles ont un besoin vital, l'obsession de l'équilibre budgétaire vise à faire supporter à ces collectivités le poids de la dette nationale en cherchant à réduire leurs dotations.

Monsieur le ministre de la relance, votre gouvernement doit pouvoir reconnaître que les collectivités sont à même de poursuivre leur soutien à l'activité économique et assumer les services publics de proximité afin de pérenniser notre modèle social solidaire, pour peu que vous leur en laissiez les moyens.

La juste répartition des richesses de ce pays doit être engagée pour permettre aux dépenses sociales (salaires, retraites, dotations) de jouer pleinement leur rôle dans la relance économique.

L'emploi reste le maillon indispensable au maintien d'un système social juste et équitable, basé sur les cotisations salariales, patronales et la taxation des revenus financiers. Dans l'Eure, vous n'avez apporté aucune opposition au démantèlement des emplois industriels (Altuglas, M'Real, Henkel, Glaxo et des TPE).

Ne rien engager dans cette voie serait un aveu de plus, pour montrer, que la crise est une stratégie des tenants du capitalisme et que les personnels politiques de droite sont au service de ce choix désastreux.

Le secrétaire : B.BENAT

